

Consensus de paix de Djakarta



INTRODUCTION

A cause de toutes les morts et destructions qu'elle a causées, l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis a donné naissance à un mouvement antiguerre global tout à fait surprenant et historique, que même le *New York Times* a été forcé d'appeler "l'autre superpuissance mondiale". L'importance indéniable de ce mouvement n'a jamais été plus vigoureusement démontrée que lors des manifestations massives coordonnées au niveau international qui ont déferlé dans le monde le 15 février dernier.

Après l'invasion et l'occupation de l'Irak par l'une des superpuissances, les représentant-e-s de cette

autre superpuissance se sont immédiatement réunies à Djakarta pour analyser la présente conjoncture, pour mettre au point ses prochains plans et élaborer sa future stratégie.

La conférence de Djakarta en Indonésie, organisée dans l'urgence du 19 au 21 mai 2003, était ouverte à tou-te-s. Les participant-e-s sont venu-e-s de certaines des plus grandes coalitions et regroupements nationales et régionales pour la justice et pour la paix dans le monde.

Etaient inclus-e-s notamment des représentants de l' *Asian Peace Alliance* , un large réseau d'organisations antiguerres de toute l'Asie; la *Stop the War Coalition* britannique, qui a organisé les manifestations historiques de Londres; *United for Peace and Justice* , la plus grande coalition antiguerre des Etats-Unis; le Forum social italien, organisateur clé de la manifestation d'un million de personnes durant le Forum social européen de l'année passée; la *Istanbul No to War Coordination* , qui était responsable des actions massives en Turquie; et *Books not Bombs* , un mouvement lycéen en australien, ainsi que bon nombre d'autres coalitions nationales antiguerre.

D'autres mouvements étaient aussi représentés: des militants irakiens pour la démocratie, les organisateurs/trices du prochain Forum social mondial en Inde, des déléguées de la Marche mondiale des Femmes, des syndicats indonésiens, le *South Africa Anti-Privatization Forum* , *Greenpeace* , *Focus on the Global South* et *Jubilee South* . D'autres délégué-e-s du Pakistan, de Palestine et un exilé irakien au Japon avaient l'intention de participer mais n'ont pas reçu de visa indonésien.

Les participantes venaient des pays suivants: Afghanistan, Australie, Autriche, Brésil, Canada, Timor Oriental, France, Hong Kong, Inde, Indonésie, Irak, Israël, Italie, Japon, Corée, Liban, Malaisie, Pays-Bas, Nicaragua, Philippines, Afrique du Sud, Tunisie, Turquie, Royaume Uni et Etats-Unis.

Après trois jours d'intenses débats et discussions, les participants ont mis au point le "Consensus de paix de Djakarta", une déclaration d'unité et un plan d'actions spécifique qu'ils ont convenu de proposer aux mouvements globaux pour la paix et la justice. Le consensus sera traduit en arabe, français, castillan, bahasa indonésien, italien etc. et sera présenté à la prochaine réunion internationale contre la guerre le 31 mai prochain.

THE JAKARTA PEACE CONSENSUS

Déclaration d'unité

Nous soussigné-e-s, militant-e-s pour la paix et la justice représentant des mouvements sociaux et des réseaux de 26 pays en Asie, Europe, Australie, Afrique, Amérique du Nord et latine, nous sommes réuni-e-s à Djakarta en Indonésie. Lors des trois derniers jours nous avons clamé notre indignation face à l'escalade de l'agression militaire conduite par le gouvernement étasunien, le plus récemment contre l'Irak.

Nous déclarons la guerre et l'invasion de l'Irak injuste, illégale et illégitime et appelons la communauté internationale à condamner cette agression conduite par les USA. Nous demandons un retrait immédiat de toutes les troupes étrangères d'Irak et que les Irakiens soient autorisés à déterminer leur futur en lien avec le principe de l'autodétermination. Cette conférence appelle tous les gouvernements à suspendre la reconnaissance de tout régime mis en place en Irak par les occupants étasuniens.

Nous proposons aux mouvements pour la justice et pour la paix d'établir un Tribunal international des peuples pour juger les auteurs de guerre et pour enquêter sur les crimes de guerre. Les alliés de guerre doivent assumer la responsabilité politique, morale et économique pour leurs crimes.

Ceci inclut le paiement de réparations de guerre directement aux Irakiens, qui devraient administrer la reconstruction de leur pays indépendamment du contrôle des compagnies étrangères, de la Banque mondiale, du Fonds Monétaire International et des Nations Unies. De même, les membres permanents du Conseil de sécurité doivent endosser la responsabilité des effets de plus de dix années de sanctions. Nous appelons à l'abolition totale de la dette de l'Irak. Dans le même temps nous dénonçons l'hypocrisie du gouvernement étasunien qui appelle lui-même à cette abolition pour

servir ses objectifs, tout en exigeant le paiement de dettes démesurées de tous les autres pays en voie de développement.

Alors que les tanks et les bombes détruisaient l'Irak, en Palestine voisine, les forces armées israéliennes, soutenues par les USA, ont continué d'assassiner, harceler et incarcérer le peuple palestinien, par des mesures qui rappellent l'Apartheid d'Afrique du Sud. Nous nous engageons dans la lutte internationale pour la fin de l'occupation coloniale de la Palestine et appelons au démantèlement de toutes les colonies israéliennes et le droit au retour de tous les réfugiés palestiniens. Nous condamnons l'incessante ingérence étasunienne en Palestine et demandons la reconnaissance des droits nationaux palestiniens comme précondition d'une paix juste et par conséquent durable dans la région.

Nous voyons l'invasion de l'Irak comme faisant partie de la guerre économique en cours contre les peuples du Sud. Sous les règles du FMI, de la Banque mondiale et de l'OMC, notre monde devient de plus en plus injuste et inégal. A Cancun au Mexique en septembre se tiendra un autre forum, le sommet de l'OMC, lors duquel les leaders du monde impérialiste mettront au point leurs stratégies. Ils plongent le monde dans une série de guerres pour la quête du pétrole, pour l'hégémonie économique et politique et pour assurer la mise sous le joug de la classe travailleuse et des masses appauvries.

Au nom de la lutte contre le "terrorisme", le gouvernement étasunien a créé le concept indéfendable de la guerre préventive. Sous cette bannière il a attaqué l'Afghanistan hier, l'Irak aujourd'hui, tandis que les cibles de demain pourront être la Syrie, l'Iran, la Corée du Nord, le Venezuela, la Colombie, Cuba, ou toute autre nation considérée comme opposée aux intérêts politiques et économiques du gouvernement étasunien.

Nous constatons avec inquiétude la

THE JAKARTA PEACE CONSENSUS

militarisation croissante du monde qui s'exprime à la fois par des guerres ouvertes ou cachées et la prolifération de bases militaires étasuniennes, des dépenses militaires à la hausse et des opérations de guerre. Nous nous opposons aux actes d'agression, qu'ils soient contre le peuple d'Aceh, de Mindanao, du Cachemire ou du Kurdistan.

Dans cette atmosphère de militarisme, le harcèlement policier de communautés marginalisées, de migrant-e-s et de minorités ethniques augmente. Nous appelons au désarmement global. En particulier, nous demandons le démantèlement de toutes les armes nucléaires. Nous soutenons l'appel à faire du Moyen-Orient une zone libre d'armes de destruction massive, à commencer par Israël, l'Etat ayant la plus forte capacité destructrice.

Nous prenons la résolution de continuer à construire le mouvement international pour la paix et la justice, qui a montré sa force de manière éclatante les 14 au 16 février, lorsque des millions de personnes ont défilé contre la guerre en Irak.

Nos principes englobent aussi la construction d'un internationalisme authentique par en-bas, qui établisse une nouvelle communauté internationale basée sur l'égalité et la démocratie. Alors que notre travail est international, nous nous opposerons aussi à nos gouvernements nationaux sur les points où leur politiques amènent leur contribution à la guerre, au militarisme et au néolibéralisme.

Nous nous opposons aux guerres sous toutes leurs formes, ouverte, déclarée, entre Etats, contre les mouvements sociaux, guerre économique contre les peuples pauvres dans le monde ou guerre contre les militant-e-s politiques et opposant-e-s contre l'ordre dominant. Nous visons à maintenir l'unité la plus large possible entre nos diverses organisations, y compris celles de la communauté islamique, les groupes de dé-

fense de l'environnement et les mouvements qui s'opposent au racisme et au sexisme.

Notre travail sera en lien avec les grandissants mouvements sociaux et de classe qui résistent à la mondialisation néolibérale, comme la guerre par des fusils et des bombes n'est que l'expression la plus sanglante de la domination du néolibéralisme et de l'impérialisme.

Nous appelons toutes les organisations, mouvements sociaux et personnes qui partagent notre analyse et plan d'action à se joindre à nos efforts communs orientés vers la création d'un Réseau mondial de Solidarité pour une Paix Globale dans le futur, en particulier durant les rencontres d'Evian (sommet du G8), Cancun (Conférence de l'OMC), les forums sociaux régionaux et le prochain Forum Social Mondial à Bombay.

Nous croyons qu'un monde libre de guerre, d'exploitation, d'inégalité, de pauvreté et de répression est possible. Nous voyons la réalité de cette alternative visible au sein du mouvement croissant de la jeunesse, des femmes, des travailleurs/euses, des étudiant-e-s, des migrant-e-s, des chômeurs/euses, des militant-e-s des droits humains et pour la paix et la justice et des citoyen-ne-s, qui amènent leur énergie et leur ardeur et travaillent ensemble dans la lutte pour une paix authentique basée sur la justice globale pour les peuples du monde entier.

**Déclaration et plan d'action
pour l'Irak**

THE JAKARTA PEACE CONSENSUS

L'invasion et l'occupation de l'Irak sous l'égide des USA est illégale.

En 1946, le Tribunal de Nuremberg a jugé que "initier une guerre d'agression n'est pas seulement un crime international; c'est le crime suprême international, qui diffère uniquement des autres crimes de guerre dans le fait qu'il contient en lui-même le mal accumulé de l'ensemble."

Par conséquent nous demandons

La fin immédiate de l'occupation illégale de l'Irak par les USA et la Grande-Bretagne et le retrait immédiat de toutes les troupes étrangères, conseillers et représentants militaires, équipement militaire et armements.

Nous insistons sur le fait que

Le peuple irakien a des droits absolus et souverains de déterminer son propre futur. Aucune puissance occupante n'a le droit de violer l'intégrité territoriale de l'Irak. Toute décision sur le besoin d'assistance internationale appartient uniquement au peuple irakien.

L'occupation de l'Irak par les USA et la Grande-Bretagne, tout comme l'est toute autorité administrative ou gouvernement *ad interim* établi par les forces occupantes. Par conséquent, toute décision prise par les forces occupantes ou leurs représentants ne lie pas le peuple irakien.

Le compte bloqué de garantie du pétrole irakien tenu par les Nations Unies ne doit pas être utilisé pour établir la facture de la reconstruction des dommages causés par la guerre illégale et les sanctions onusiennes. Les fonds doivent être tenus en dépôt au nom du peuple irakien, jusqu'à ce qu'il y ait un gouvernement légitime et réellement représentatif.

Alors que nous soutenons fortement l'assistance indépendante de la société civile et la solidarité avec le peuple irakien, les Nations Unies, leurs agences, les autres organisations gouvernementales ou non ne devraient pas servir de couverture à l'invasion illégale de l'Irak ou en profiter. L'aide humanitaire ne doit pas être utilisée pour soutenir ou promouvoir les objectifs militaires, politiques et économiques des puissances occupantes.

Selon les conventions de Genève, l'assistance humanitaire, l'aide, la reconstruction et les autres activités de développement relèvent de la responsabilité morale et légale de l'envahisseur et des forces occupantes et ne devraient pas caractériser comme "aide" ce qui est le dû de la population irakienne.

Le peuple irakien a la souveraineté sur toutes les ressources naturelles et les biens publics. Les forces d'invasion et d'occupation, ou leurs mandataires privés, n'ont pas le droit de prendre une décision sur le contrôle ou le bénéfice de l'exploitation des ressources naturelles ou la construction et l'adjudication de services de base ou de biens.

L'ensemble des coûts de la reconstruction, la compensation, les réparations pour les destructions physiques, sociales, économiques, psychologiques, écologiques, culturelles et la perte d'héritage causés par l'invasion de l'Irak sous l'égide des USA doivent être supportés par les agresseurs.

Les réparations pour les pertes physiques, sociales, économiques, psychologiques, écologiques, culturelles et d'héritage, pour les dommages et la souffrance causés par les sanctions imposées par les Etats-Unis au Conseil de sécurité des Nations Unies doivent être assumées par les membres permanents du Conseil.

En outre, des réparations doivent être accordées à toutes les personnes qui ont souffert de pertes ou traumatismes physiques, économiques ou psychologiques résultant de douze ans de sanctions et de l'invasion de 2003, basées sur des demandes individuelles ou collectives et distribuées par un tribunal de compensation indépendant.

Nous appelons à caractériser comme illégitime l'occupation de l'Irak par les USA et leurs alliés.

Nous soutenons toutes tentatives visant à réunir un congrès national ou une assemblée constituante ou toute autre sorte d'auto-organisation démocratique pour établir la légitimité d'un nouvel Etat irakien. Ce processus doit être complètement indépendant des forces occupantes.

THE JAKARTA PEACE CONSENSUS

Nous appelons les Nations Unies, l'Organisation de la Conférence Islamique et la Ligue Arabe de travailler à faire respecter les lois internationales, à mettre une fin à l'occupation et de soutenir l'établissement d'un auto-gouvernement démocratique en Irak.

Nous demandons à la communauté internationale et les gouvernements du monde entier de refuser de reconnaître toute forme d'autorité ou de gouvernement établi par et sous les forces d'occupation.

Nous soutenons la campagne initiée par l'Association Internationale d'Avocats contre les Armes Nucléaires et d'autres pour exhorter l'Assemblée générale des Nations Unies de demander un avis de droit à la Cour Internationale de Justice concernant l'illégalité de l'utilisation de la force contre l'Irak et de la doctrine de la "guerre préventive".

Nous souscrivons à la campagne qui appelle un tribunal international des Nations Unies pour les crimes de guerre pour juger les responsables de l'invasion et de l'occupation de l'Irak.

Nous demandons que tous les gouvernements reconnaissent le droit aux Irakiens de voyager librement et de retourner en Irak.

Nous rejetons le projet étasunien de créer un "nouvel ordre du Moyen-Orient", y compris son arme économique, la "Zone de Libre-Echange du Moyen Orient" proposée par Bush.

Nous nous engageons à travailler en solidarité avec le peuple et la société civile d'Irak et de soutenir les forces démocratiques.

1. Nous nous engageons à organiser une série de missions d'enquête et témoignage en Irak en collaboration avec les organisations de la société civile qui travaillent déjà sur le terrain afin d'établir des contacts avec autant d'organisations démocratiques irakiennes que possible, avec la possibilité de travailler en direction d'une conférence sur la guerre et l'occupation à Bagdad.

2. Nous nous engageons à préparer les conditions pour participer à la construction d'un Centre d'Observation de l'Occupation ou plus en Irak. Les buts seront de fonctionner comme un centre de surveillance et d'information sur l'occupation militaire et tout gouvernement

instauré par les Etats-Unis, y compris la documentation de possibles crimes de guerre et autres violations des droits humains et démocratiques. Ils incluront également la surveillance du rôle des firmes internationales et des profiteurs de guerre en Irak.

3. Nous nous engageons à développer des nombreux moyens de prise de contact direct avec les Irakiens, y compris l'envoi de délégations de masse en Irak, avec le but d'établir de larges liens entre organisations irakiennes et individus et la société civile globale, en particulier les mouvements antiguerre, altermondialiste et le Forum Social Mondial. Nous nous engageons également à créer un nouveau site web d'information globale sur l'Irak, ainsi que d'autres moyens de coordonner les informations et les ressources.

4. Sur la base des propositions des mouvements turcs, japonais, sud-africains et latino-américains, nous nous engageons à construire un Tribunal International des Peuples pour poursuivre les auteurs de la guerre et de l'occupation de l'Irak, qui devrait se tenir dans plusieurs pays avec une équipe internationale d'accusateurs et de juges.

5. Nous appelons à un boycott international de produits étasuniens le 4 juillet 2004, jour de l'Indépendance des Etats-Unis et soutenons d'autres initiatives pour le boycott des produits US.

THE JAKARTA PEACE CONSENSUS

Plan d'action contre la globalisation et le militarisme

Nous soutenons l'appel de l' *Assemblée de l'Hémisphère et Globale contre la Zone de Libre Echange des Amériques (ZLEA, ALCA) et l'OMC* à une semaine d'action contre l'OMC lors de sa réunion ministérielle de Cancun au Mexique. En particulier nous exhortons les organisations pacifistes et populaires à se mobiliser le 9 septembre contre l'OMC et le 13 septembre contre la mondialisation et la guerre. Nous soutenons l'appel de la récente conférence du Chiapas pour un «boycott ciblé» de Coca Cola, McDonald's, Texaco, CNN et Fox lors de cette semaine de contestation.

Nous condamnons l'atmosphère maccarthyste grandissante favorisée aux USA par le gouvernement Bush. Nous appelons à une campagne "Le monde dit NON à Bush" qui devrait atteindre son apogée lors de la Convention républicaine à New York en septembre 2004. Cette campagne viserait à mobiliser des millions de personnes à travers le monde dans un référendum global destiné à saper la légitimité de l'"Empereur" Bush.

Nous appelons à une focalisation stratégique contre la prolifération de bases militaires étasuniennes partout dans le monde. Nous nous engageons à œuvrer à un jour d'action global contre ces bases dans la première moitié de 2004, qui devrait être coordonné par l' *Asian Peace Alliance* .
Trebuchet

Djakarta, 21 mai 2003.

CONTACTS

For more information, contact Herbert Docena, herbert@focusphilippines.org

During the conference, some organizations and individuals had preliminarily volunteered to form working groups on some specific campaigns and projects. If you're interested to work on any of these initiatives, please contact the following people:

- **International War Crimes Tribunal**
c/o Istanbul No to War Coordination (c/o Sungur Savran: ossavran@hotmail.com)
- **'World Says 'No' to Bush Campaign'**
c/o Medea Benjamin of Global Exchange (medea@globalexchange.org)
- **International Campaign vs US Military Bases**
c/o the Asian Peace Alliance (c/o Jeannie Manipon: jeannie@asianexchange.org)
- **International Campaign vs Corporate Looters**
c/o Corpwatch (c/o Pratap Chatterjee: pchatterjee@iqc.org)
- **Occupation Watch Centers in Iraq**
c/o Medea Benjamin of Global Exchange (medea@globalexchange.org)
- **International Delegations to Iraq**
c/o Herbert Docena of Focus on the Global South (herbert@focusphilippines.org)
- **Anti-War General Assembly during the World Social Forum Mumbai 2003**
c/o Kamal Chenoy, WSF Organizing Committee (chenoy@vsnl.com)
- **International Conference in Baghdad**
c/o wpi@no-log.org

If you wish to be regularly updated on these exciting developments, subscribe to the Jakarta Peace Consensus list-serve by writing to herbert@focusphilippines.org.